

Perspectives de l'économie européenne

KPMG. Make the Difference.

Décembre 2025

- La consommation des ménages continuera d'être le principal moteur de la croissance du PIB de la zone euro en 2026, malgré une confiance modérée des consommateurs et des intentions d'épargne élevées.
- Les perspectives de croissance pour le secteur industriel restent faibles. Les enquêtes PMI (Purchasing Managers' Index), enquêtes auprès des directeurs d'achats, ne laissent présager aucun signe favorable à l'horizon. Les pressions concurrentielles génèrent des obstacles structurels à la croissance.
- Les principales banques centrales européennes ont mis fin à leurs cycles de baisse des taux. Les taux d'intérêt devraient rester stables jusqu'en 2026, portée par une inflation en voie de normalisation.
- La politique budgétaire de la zone euro devrait rester globalement neutre en 2026, la rigueur de certains pays compensant les mesures de soutien d'autres états. A moyen terme, la politique budgétaire devrait s'assouplir avec la levée des procédures de déficit excessif pour plusieurs pays et la hausse des dépenses militaires pour respecter les engagements de l'OTAN.
- L'Europe s'expose à des risques stratégiques en raison de sa dépendance à la Chine pour des matières premières critiques. La demande de terres rares devrait être multipliée par cinq d'ici 2030, nécessitant une stratégie de diversification et des investissements dans le raffinage et le recyclage.
- La flambée des coûts de l'électricité, après le retrait du gaz russe, pèse sur la compétitivité des industries énergivores, accélérant les transformations structurelles et la dépendance aux importations.

Tableau 1 : Projections KPMG pour l'économie de la zone euro

	2024	2025	2026	2027
PIB réel	0.8	1.4	1.0	1.4
Dépenses des consommateurs	1.2	1.3	1.3	1.3
Investissements	-2.1	2.4	1.3	2.3
Taux de chômage	6.4	6.3	6.2	6.2
Inflation	2.4	2.1	1.6	2.2
Taux d'intérêt de base	3.0	2.0	2.0	2.0

Source : projections KPMG utilisant le modèle économique mondial d'Oxford Economics.

Le PIB, les dépenses des consommateurs et l'investissement sont tous mesurés en termes réels. Variation moyenne en pourcentage par rapport à l'année civile précédente, à l'exception du taux de chômage, qui est le taux annuel moyen, tandis que le taux d'intérêt représente le niveau à la fin de l'année civile. L'investissement représente la formation brute de capital fixe. L'inflation est mesurée comme l'inflation est mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé.

Auteurs

Yael Selfin
Économiste en chef
T: +44 (0)7766 362 369
E: yael.selfin@kpmg.co.uk

Dennis Tatarkov
Économiste principal
T: +44 (0)7468 711 320
E: dennis.tatarkov@kpmg.co.uk

Hamish McHugh-Smith
Économiste
E: hamish.mchughsmith@kpmg.co.uk

Sommaire

Perspectives pour la croissance économique européenne 2

Les chaînes d'approvisionnement et les terres rares à l'ère de la concurrence géopolitique 7

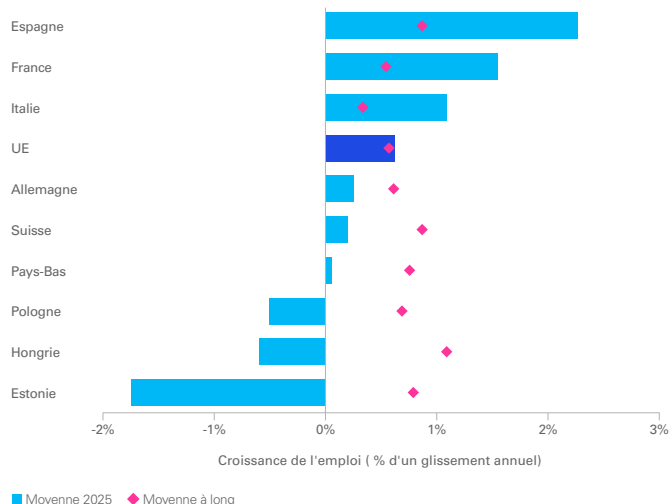
Energie en Europe : le prix élevé de l'adaptation 9

Perspectives pour la croissance économique européenne

La croissance économique en Europe fait preuve d’une résilience notable tout au long de 2025, parvenant à lutter contre les vents contraires mondiaux et à maintenir un rythme de croissance, certes modeste, mais régulier. Nous anticipons que cette croissance modérée se poursuivra avec une progression du PIB de la zone euro estimée à environ 1,1 % en 2026 et 1,4 % en 2027 (Tableau 1).

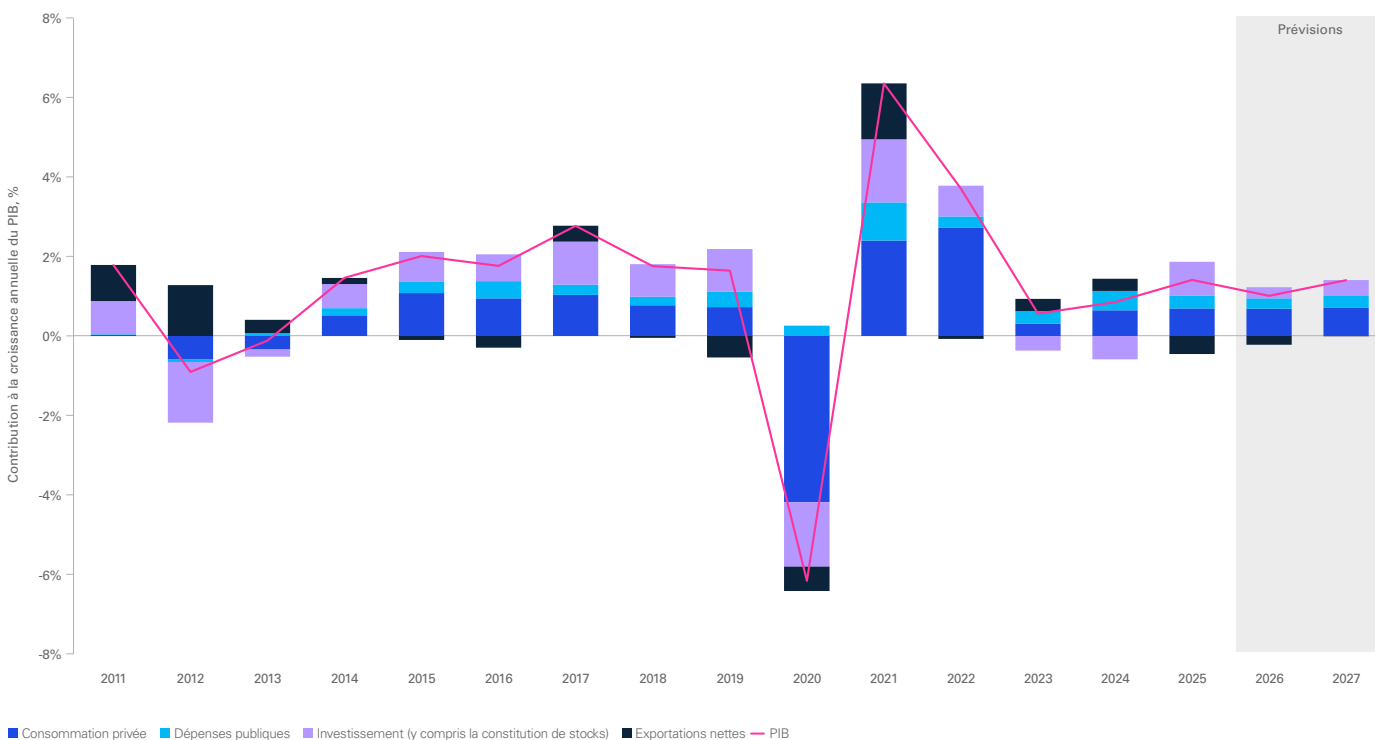
Le pays le plus contributeur à la croissance économique devrait être l’Allemagne grâce à l’augmentation des dépenses des consommateurs (graphique 1). Le marché du travail reste solide, avec une création d’emplois robuste dans les pays du Sud de l’Europe qui compensent la faiblesse des économies du Nord et de l’Est telles que l’Allemagne et la Pologne, où la difficulté de leurs secteurs industriels freine la croissance de leur emploi (graphique 2). Globalement, nous anticipons une progression notable des salaires réels, favorisant une amélioration continue du pouvoir d’achat des ménages sur les deux prochaines années.

Graphique 2: Une création d’emplois robuste dans les économies du sud compense la faiblesse des économies d’Europe centrale et orientale



Source : Eurostat. Séries trimestrielles, la moyenne à long terme est du premier trimestre 2010 au deuxième trimestre 2025.

Graphique 1 : Les dépenses des ménages stimuleront la croissance en 2026



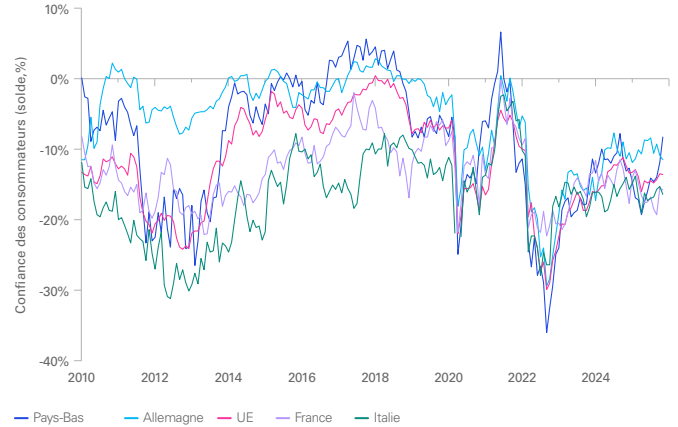
Source : Prévisions de KPMG utilisant le modèle économique mondial Oxford Economics.

Toutefois, l'incertitude élevée, notamment en France en raison de négociations budgétaires prolongées, pèse sur la confiance des consommateurs dans l'ensemble de la région (Graphique 3). Les intentions d'épargne demeurent fortes, une majorité constante de ménages indiquant vouloir accroître leur épargne (Graphique 4), ce qui freine les perspectives d'accélération de la consommation en 2026.

Les États membres du Sud de l'UE devraient continuer à surperformer en 2026, bien que dans une moindre mesure qu'en 2025. Avec la fin de la période de financement du plan de relance et de résilience (RRF) en août 2026, l'absorption accélérée des fonds européens devrait continuer à soutenir l'investissement productif, tout en offrant un certain répit face à la consolidation budgétaire. Nous anticipons que cet effet positif se prolongera bien au-delà de 2027, en raison des modalités d'accès aux financements et des retards dans la réalisation des projets.

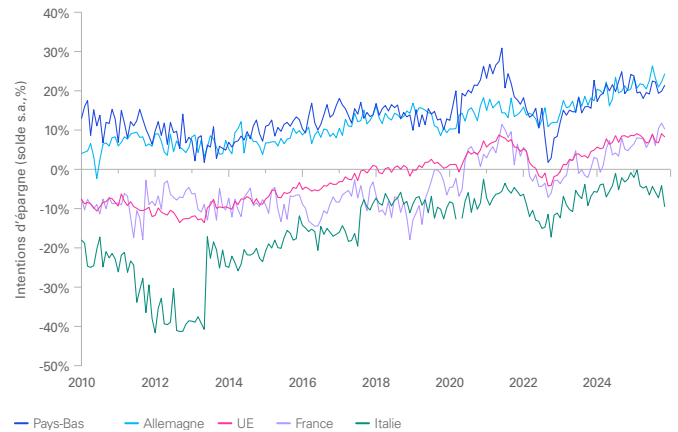
Toute insuffisance de financement après la fin du dispositif RRF devrait être compensée par une utilisation plus intensive d'autres fonds européens disponibles, jusqu'ici relativement sous-exploités.

Graphique 3 : La confiance des consommateurs reste modérée à travers l'Europe



Source : Commission européenne/Haver Analytics.

Graphique 4 : Les enquêtes consommateurs indiquent des intentions d'épargne persistantes



Source : Commission européenne.

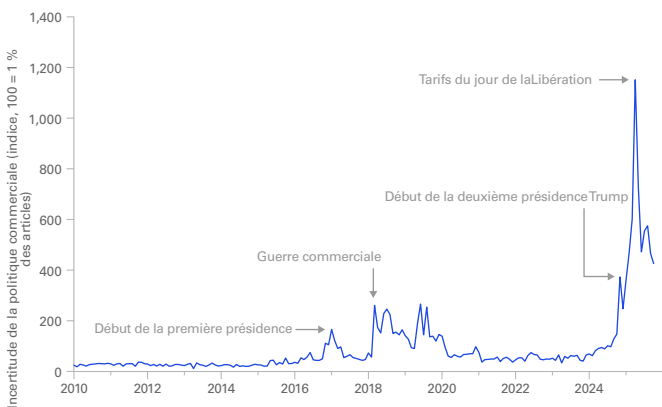
La production industrielle doit faire face à une concurrence croissante et à un soutien limité de la hausse des dépenses de défense

L'incertitude liée aux mesures tarifaires américaines s'est atténuée à la suite des accords commerciaux UE-États-Unis et Suisse-États-Unis. Toutefois, l'incertitude commerciale demeure élevée (Graphique 5), en raison des effets secondaires et du réalignement plus large des flux mondiaux.

Des droits de douane américains plus faibles par rapport à d'autres partenaires clés pourraient offrir une opportunité à l'industrie européenne. L'accord UE-États-Unis a abouti à un tarif effectif relativement inférieur pour les économies européennes par rapport à d'autres grands partenaires commerciaux des États-Unis, tels que la Chine et l'Inde (Graphique 6), renforçant leur compétitivité sur le marché américain.

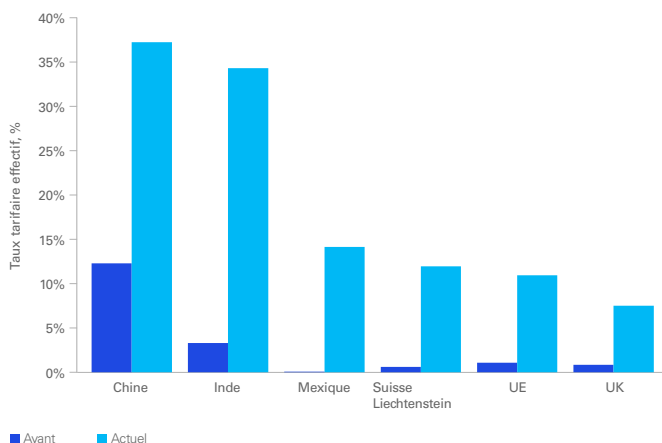
Cependant, la concurrence accrue sur les marchés domestiques pourrait constituer un vent contraire pour l'industrie européenne, notamment en Allemagne et

Graphique 5 : L'incertitude en matière de politique commerciale a atteint son pic, mais reste élevée



Source: Caldara et al (2020).

Graphique 6 : Les taux tarifaires effectifs européens sont inférieurs à ceux des autres grands partenaires commerciaux américains



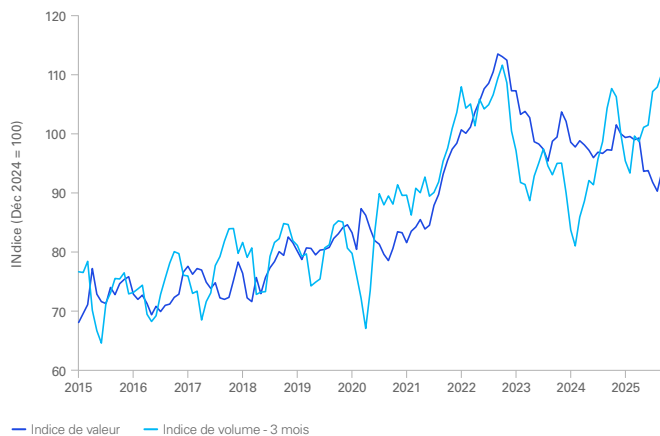
Source : UNCTAD.

en Italie, en raison de la similarité avec les exportations chinoises. Le volume des importations en provenance de Chine a progressé tout au long de 2025, parallèlement à une baisse des prix (Graphique 7). Cela signale un possible redéploiement des flux commerciaux chinois vers les marchés européens, accentuant la concurrence avec les biens produits localement.

Par ailleurs, des évolutions structurelles accentuent la pression concurrentielle sur les producteurs européens à l'échelle mondiale. Grâce à ses progrès technologiques et sa capacité d'innovation, la Chine se place désormais en concurrence directe avec les industriels européens (Graphique 8).

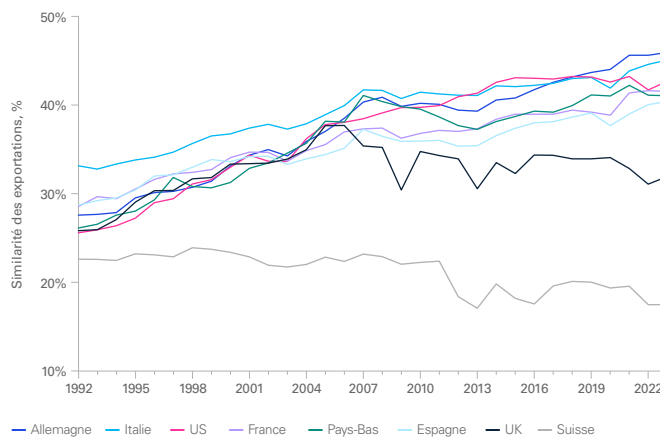
La montée des substituts domestiques en Chine a réduit ses importations en provenance d'Europe, tout en diminuant la part de marché des producteurs européens sur les marchés tiers. Enfin, l'appréciation récente de l'euro risque de pénaliser davantage la compétitivité des biens européens lorsqu'ils sont facturés en devises locales.

Graphique 7 : Les exportations chinoises vers l'Europe ont augmenté, accompagnées d'une baisse des prix



Source : Eurostat.

Graphique 8 : La similarité des exportations chinoises avec certains pôles manufacturiers a augmenté



Source: de Soyres et al. (2025).

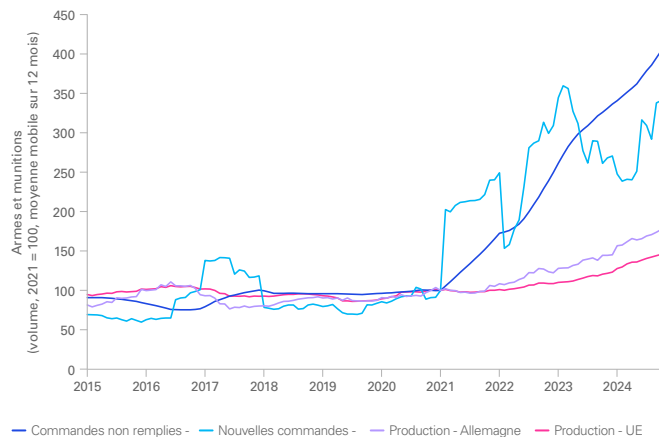
La hausse attendue des dépenses de défense en Europe offre un soutien limité à certains segments de l'industrie manufacturière. Cet effet devrait rester modéré en 2026, en raison de contraintes de capacité qui freinent la production. Comme l'illustre le graphique 9, malgré une progression de 78 % de la production allemande depuis 2021 (Versus +44 % pour l'ensemble de l'UE), les commandes non honorées en Allemagne ont été multipliées par quatre sur la même période.

La forte dépendance aux importations pour les achats militaires pourrait également réduire l'impact des dépenses de défense sur la croissance globale. Entre février 2022 et juin 2023, 78 % des approvisionnements militaires de l'UE provenaient de l'extérieur du continent.

Malgré l'accent mis sur la défense, la production industrielle européenne devrait rester faible, l'indice PMI¹ du secteur restant neutre après un léger rebond en 2025 (Graphique 10). Les enquêtes de la Commission européenne indiquent que le volume de carnet de commandes s'est stabilisé mais reste globalement négatif (Graphique 11). Cela atteste que l'industrie européenne a atteint son seuil le plus bas, mais sans perspective de redressement à court terme.

En dépit de cette faiblesse industrielle, l'activité économique globale conserve une dynamique solide, grâce aux métiers de services. L'indice PMI global de l'UE s'est amélioré ces derniers mois, soutenu par la résilience du secteur tertiaire (Graphique 10). Le tourisme, particulièrement dans les économies du Sud comme l'Espagne, reste un moteur clé, tandis que les initiatives de modernisation des infrastructures IT et d'intégration de l'intelligence artificielle stimulent les services professionnels. La production de services devrait continuer à bien performer en 2026, grâce aux projets financés par l'UE visant à moderniser les infrastructures numériques.

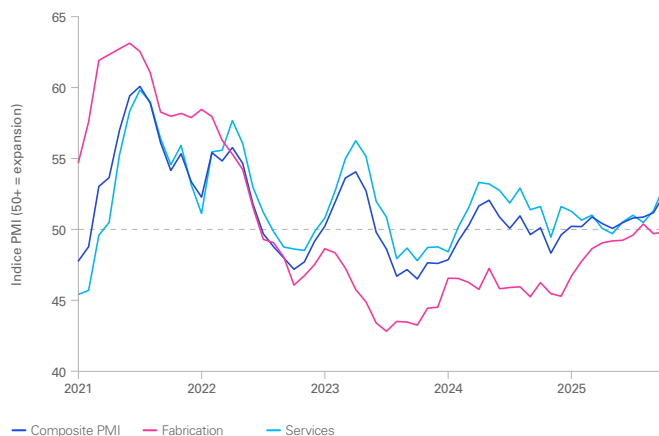
Graphique 9 : Le secteur de la défense est limité en capacité, ce qui limite l'augmentation de la production de défense



Source : Statistisches Bundesamt/Haver Analytics.

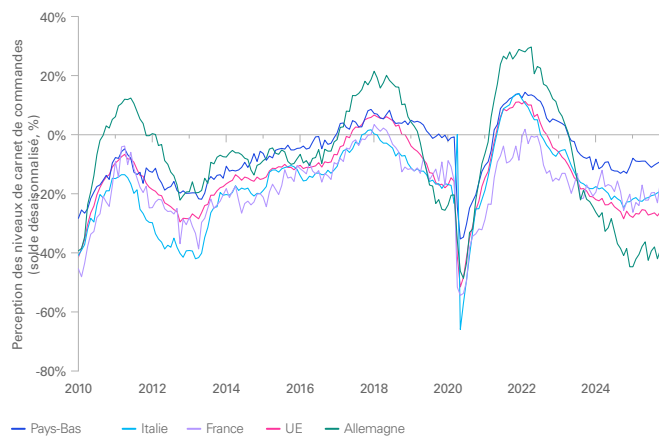
Note : Armes et munitions incluent les armes légères, les explosifs et les armes militaires telles que les chars, mais n'inclut pas les navires de guerre.

Graphique 10 : Les enquêtes PMI de l'UE ne suggèrent pas de reprise significative dans l'industrie manufacturière



Source : S&P/Haver Analytics.

Graphique 11 : Les perceptions des carnets de commandes industrielles restent négatives



Source : Commission européenne.

¹ Purchasing Managers' Index : [Une nouvelle stratégie européenne d'industrie de défense : atteindre la préparation à l'UE grâce à une industrie européenne de défense réactive et résiliente, Commission européenne.](#)

Une politique budgétaire globalement neutre en 2026

En raison principalement des contraintes de capacité limitant l'absorption des fonds publics, la politique budgétaire devrait demeurer globalement neutre dans la zone euro en 2026. Les efforts de consolidation budgétaire en Italie et en France devraient compenser les mesures expansionnistes d'autres pays, telle que l'Allemagne (voir graphique 12).

Nous anticipons une orientation budgétaire plus expansionniste en 2027, portée par l'accélération des dépenses allemandes en matière de défense et d'infrastructures. L'Italie devrait également sortir de la procédure de déficit excessif, ce qui lui permettrait d'obtenir de la marge pour conduire une politique budgétaire moins restrictive. Les récentes déclarations du ministre italien de la Défense laissent envisager une hausse de leurs dépenses militaires afin de respecter les objectifs de l'OTAN.

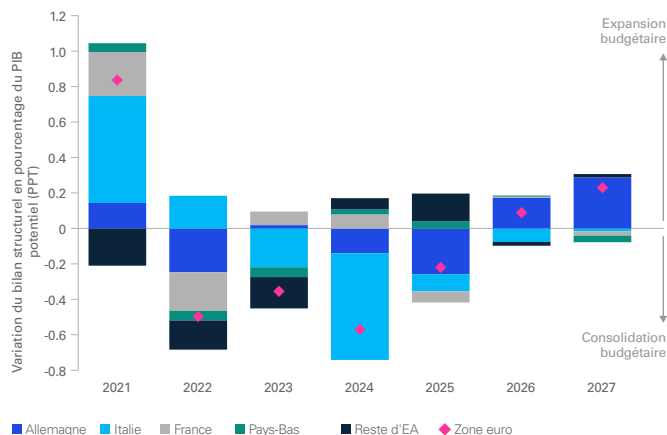
Une inflation modérée et la fin du cycle de la baisse des taux des principales banques centrales européennes

En convergeant vers son niveau cible, l'inflation dissipe les craintes des décideurs et valide l'arrêt des politiques de baisse des taux (voir graphique 13). Attendue à 1,6 % en 2026, elle passerait sous la barre des 2 %, principalement en raison des effets de base liés à l'énergie. La BCE ne devrait pas réagir, estimant cette baisse provisoire et maintenant des conditions strictes pour toute nouvelle détente monétaire.

En Suisse, l'inflation devrait rester proche de zéro, sous l'effet de l'appréciation du franc qui entraîne une déflation des biens, tandis que l'inflation des services persiste. La Banque nationale suisse est intervenue sur le marché des changes et a élargi son bilan pour freiner l'appréciation du franc, réduisant ainsi la nécessité de taux négatifs sauf en cas de détérioration des conditions mondiales.

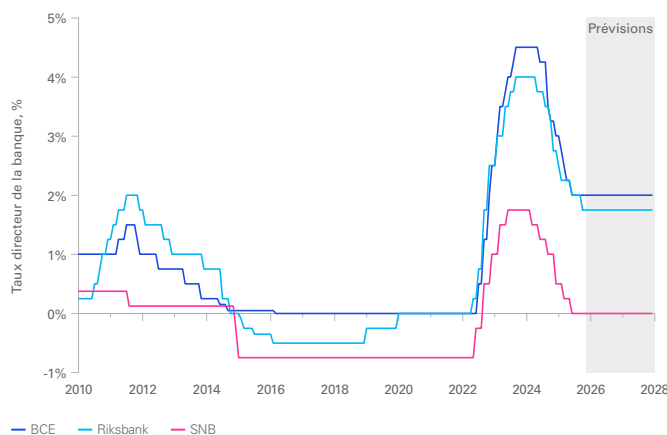
En Suède, l'inflation demeure élevée, les données de novembre dépassant les prévisions de la Riksbank. Une baisse prévue de la TVA sur les produits alimentaires et la poursuite du recul des prix de l'énergie devraient alléger l'inflation globale en 2026. Après avoir abaissé son taux directeur à 1,75 % en septembre, la Riksbank devrait maintenir ses taux stables tout au long de l'année.

Graphique 12 : L'expansion budgétaire prendra de l'ampleur en 2027



Source : Prévisions de KPMG utilisant le modèle économique mondial Oxford Economics. Note : Le bilan structurel fait référence au solde budgétaire du gouvernement si l'économie fonctionnait à plein emploi.

Graphique 13 : Les principales banques centrales européennes ont terminé leurs cycles de baisse des taux



Source : Banque des règlements internationaux. Prévisions de KPMG en utilisant le modèle économique mondial d'Oxford Economics.

Terres rares et chaînes d'approvisionnement à l'ère de la concurrence géopolitique

Dans un contexte de concurrence exacerbée et de rivalités accrues — comme en témoigne la multiplication par cinq des restrictions à l'exportation depuis 2009 — les chaînes d'approvisionnement de l'UE sont confrontées à des risques de plus en plus élevés.

Avec 38 % des intrants en matières premières provenant de l'extérieur du bloc européen en 2022, l'accès aux ressources critiques devient plus incertain et dépend de plus en plus des décisions de politique étrangère.

Au cours des dernières décennies, les échanges commerciaux de l'UE se sont progressivement détournés des pays géopolitiquement alignés, au profit de partenaires moins alignés, dont la part est passée de 12 % en 2002 à 25 % en 2020 (voir graphique 14).

Malgré quelques signes récents de friendshoring (ou réorientation vers des pays considérés comme amis), les échanges de l'UE avec des pays non alignés demeurent persistants. Fait notable, la part des échanges avec les pays dits « à faible alignement », définis comme ceux présentant la plus grande distance géopolitique, est restée globalement stable depuis 2020, révélant une dépendance potentielle vis-à-vis de nos partenaires commerciaux les plus dissemblables.

Ces tendances s'expliquent en grande partie par le développement rapide de la Chine, qui s'est progressivement intégrée aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette dynamique se reflète dans la hausse continue des composants chinois dans les produits industriels des économies européennes depuis 2010 (voir graphique 15).

Deux facteurs sont déterminants : d'un côté, la montée en gamme progressive de la Chine vers des activités à plus forte valeur ajoutée — telles que la conception et la fabrication industrielle de pointe — portée par ses capacités technologiques croissantes, place les producteurs chinois en concurrence directe avec les fournisseurs européens. De l'autre, la domination croissante de la Chine dans les industries amont, notamment les terres rares, rend les industries européennes de plus en plus dépendantes des fournisseurs chinois. Cette situation pourrait représenter un risque grandissant pour la croissance et le développement de l'UE, en particulier dans des secteurs sensibles tels que la défense et l'énergie.

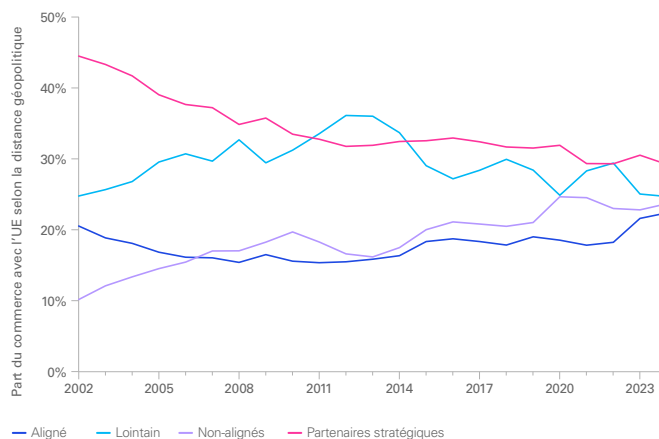
Concernant les terres rares, près de la moitié des importations européennes en 2024 provenaient de Chine. Bien que la demande actuelle reste faible, elle devrait croître fortement, multipliée par plus de cinq d'ici 2030. Cette hausse sera alimentée par l'essor des technologies vertes — comme les éoliennes soutenant la transition vers la neutralité carbone — et des technologies de défense, notamment les

aéronefs et les systèmes d'armement de précision pour répondre aux objectifs de dépenses de l'OTAN. Pour soutenir la croissance de la production et préserver l'autonomie stratégique de l'Europe, en particulier dans des secteurs comme la défense, il pourrait être nécessaire de réduire la dépendance vis-à-vis de fournisseurs externes à l'UE.

En résumé, une chaîne d'approvisionnement européenne robuste en terres rares repose sur deux facteurs : l'accès aux matières premières et la capacité de raffinage — deux domaines actuellement dominés par les producteurs chinois.

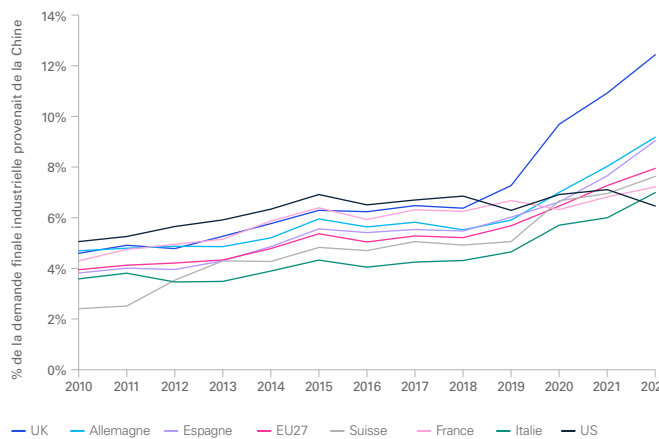
Des avancées ont été réalisées en matière de capacité de raffinage. L'Europe dispose de deux sites opérationnels – en France et en Estonie – qui devraient couvrir environ 60 % de la demande européenne d'ici 2030. D'autres initiatives européennes axées sur le recyclage des matériaux à base de terres rares pourraient renforcer l'offre.

Graphique 14 : Malgré des avancées vers un plus grand friendshoring, le commerce avec l'UE est plus fragmenté géopolitiquement qu'en 2002



Source : données Eurostat/Comext et Bailey (2015), analyse KPMG. Les partenaires stratégiques représentent les nations les plus proches de l'UE, suivis par les alignés, tandis que les non-alignés représentent les pays aux opinions géopolitiques différentes de celles de l'UE.

Graphique 15 : Les chaînes d'approvisionnement européennes dépendent de plus en plus de la Chine



Source : OECD TIVA.

1 L'alignement géopolitique est mesuré à l'aide des schémas de vote de l'ONU. La classification géopolitique des pays est fixée aux valeurs de 2024.
 2 Voir Grover, A et P-L Vézina (2025), « Fragmentation géopolitique et friendshoring : preuves issues des données sur l'investissement étranger au niveau des projets », World Bank Policy Research Workpaper.

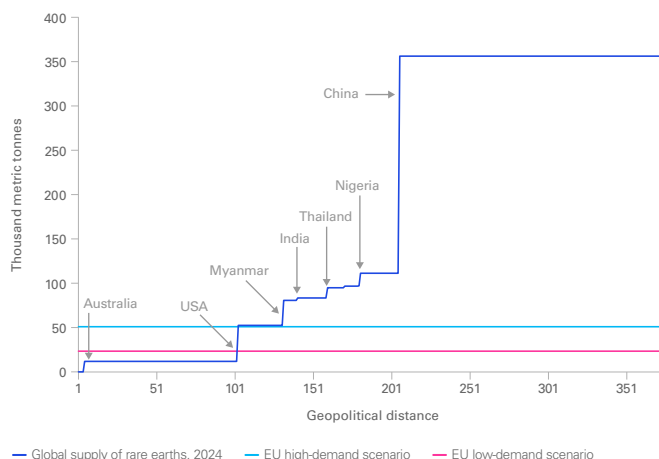
Cependant, compte tenu de l'échelle relativement limitée des opérations européennes, des investissements supplémentaires seront nécessaires. Les coûts élevés de production en Europe, liés à la nature énergivore du traitement des matières premières, signifient que les investissements privés seuls pourraient ne pas suffire à combler les besoins. De plus, la capacité de la Chine à approvisionner le marché mondial à des prix plus bas rend les investissements du secteur privé moins attractifs.

La question des matières premières est plus complexe : bien que des gisements de terres rares existent dans l'UE, le processus long et contraignant pour lancer l'extraction fait de l'exploitation minière domestique une solution de long terme plutôt qu'une réponse immédiate (voir graphique 16). Ces délais s'expliquent en grande partie par le poids réglementaire des procédures d'autorisation au sein de l'UE, comme l'illustre un gisement identifié en Suède où des étapes liées aux permis et aux considérations environnementales sont nécessaires avant toute extraction.

Une alternative plus prometteuse à moyen terme, plutôt que d'accroître la capacité minière européenne, consiste à nouer des partenariats avec des pays tiers partageant les mêmes valeurs. Afin d'appréhender l'ampleur du défi, le graphique 17 illustre la demande européenne selon deux hypothèses : un scénario ambitieux, correspondant à la réalisation intégrale des objectifs de l'Europe en matière de transition écologique, de digitalisation et de défense militaire ; un scénario plus modéré, reflétant un rythme de progrès au ralentis.

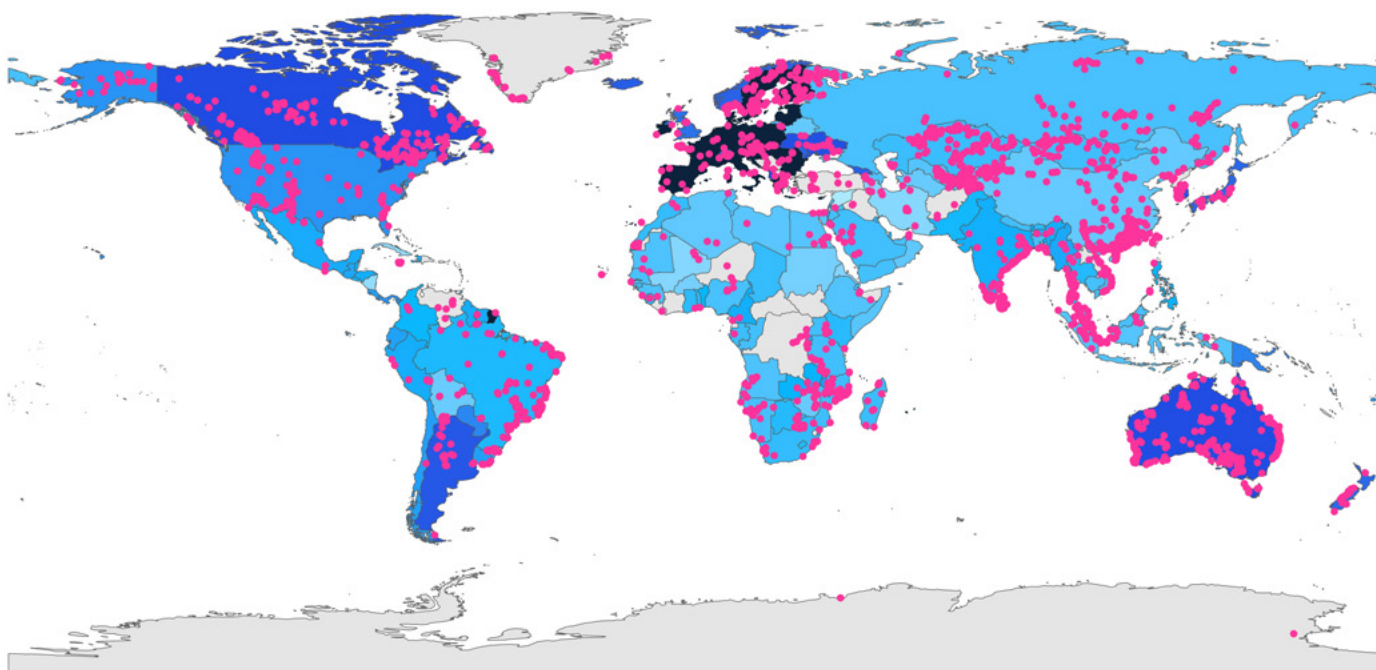
Le graphique 17 montre également l'offre totale de terres rares extraites (données 2024), classée selon la distance géopolitique des fournisseurs par rapport à l'UE. Bien que la demande européenne reste relativement faible, la croissance attendue dans le scénario ambitieux représenterait presque l'intégralité de l'offre des États-Unis et de l'Australie en 2024.

Graphique 17 : Demande européenne attendue pour les terres rares



Source: USGS, European Joint Research Centre.
 Growth rates from the paper "Supply chain analysis and material demand forecast in strategic technologies and sectors in the EU - A foresight study" have been applied to all EU imports of rare earths to get demand. Rare earths are defined as HS codes 284610, 284690, 280530.

Graphique 16 : Dépôts de terres rares et distance géopolitique par rapport à l'Europe



Source: Bailey (2015) et données de l'USGS. Analyse KPMG.
 Une distance géopolitique plus faible indique un pays plus proche de l'Europe. Les points représentent des dépôts de terres rares. Les 27 pays de l'UE sont en bleu foncé. Le gris représente les pays sans données.

Étant donné que les États-Unis demeurent et devraient rester importateurs nets de terres rares, la sécurisation des approvisionnements européens pourrait dépendre d'autres sources. Alors que l'alignement stratégique évolue, l'UE pourrait devoir établir des liens avec des producteurs tels que l'Inde, la Thaïlande et le Nigeria afin de diversifier son approvisionnement en minerais de terres rares.

Pour garantir son autonomie stratégique face aux tensions géopolitiques, la résilience européenne repose sur un équilibre subtil. L'Europe devra conjuguer diversification de ses sources d'approvisionnement à l'échelle mondiale et consolidation de ses capacités de production internes.

Énergie en Europe : le prix élevé de l'adaptation

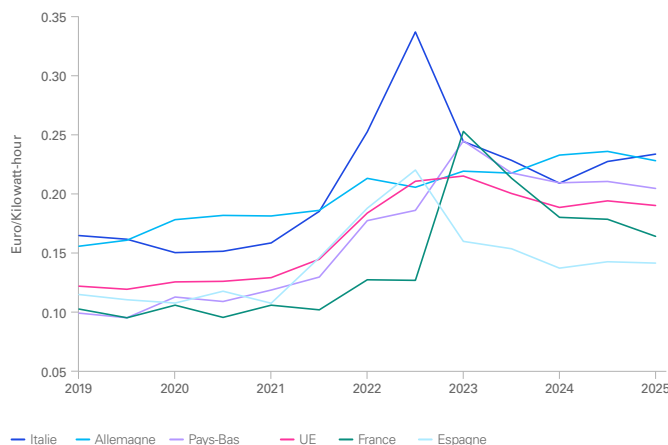
Les coûts énergétiques, exacerbés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, constituent toujours un obstacle majeur à la compétitivité et à la croissance de l'industrie européenne. Comme le montre le graphique 18, les prix de l'électricité industrielle ont bondi en moyenne de 58 % entre 2021 et le premier semestre 2025, conséquence du recul de la dépendance au gaz russe et du recours à des importations de GNL plus onéreuses.

Le gaz naturel conserve un rôle déterminant dans la production d'électricité. Certes, grâce aux investissements dans les énergies renouvelables, sa part a reculé d'environ 20 % en 2019 à 16 % en 2024. Mais en période de pics de consommation, il reste un fournisseur clé et ses coûts d'importation élevés continuent d'alimenter la hausse des prix de l'électricité sur le continent.

Les conséquences de ces prix élevés sont particulièrement visibles pour les industries européennes les plus énergivores dont la production a chuté plus tôt et plus fortement que celle du reste de l'ensemble du secteur manufacturier depuis 2022 (voir graphique 19).

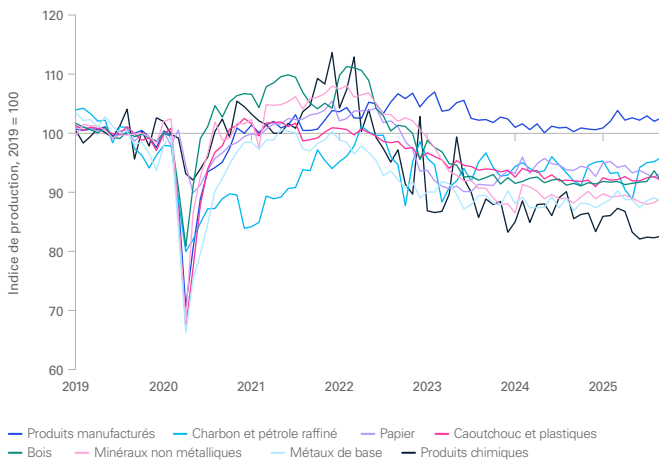
Globalement, la production manufacturière de l'UE sur les trois premiers trimestres de 2025 dépasse de 2,3 % son niveau de 2019, mais les sous-secteurs à forte intensité énergétique affichent des baisses allant de -6,1 % pour le papier à -15,7 % pour la chimie.

Graphique 18 : Les prix de l'énergie européens restent élevés



Source: Eurostat.

Graphique 19 : Production dans les industries à forte intensité énergétique de l'UE



Source: Eurostat.

4 Cela inclut la production de charbon et de pétrole, de minéraux non métalliques, de produits chimiques, de métaux de base, de papier, de caoutchouc et de plastique, ainsi que du bois.



L'Europe est parvenue à se détourner avec succès du gaz russe acheminé par pipeline au cours des dernières années, mais cela s'est fait au prix d'importations de GNL plus coûteuses en provenance des États-Unis et d'autres régions

Simon Virley

Vice-président en charge de l'Énergie et des ressources naturelles chez KPMG au Royaume-Uni



À mesure que la production des industries énergivores a reculé, le déficit a été compensé par une hausse des importations : la valeur moyenne mensuelle des importations de produits chimiques dans l'UE a augmenté de 44 % par rapport à 2019 (voir graphique 20). Une large part de la demande des secteurs énergivores sert d'intrant à d'autres secteurs en aval, ce qui révèle une substitution progressive de la production européenne par des biens intermédiaires importés. Cette évolution pourrait constituer une voie d'adaptation pour l'industrie européenne, avec des intrants énergivores intégrés dans des produits importés.

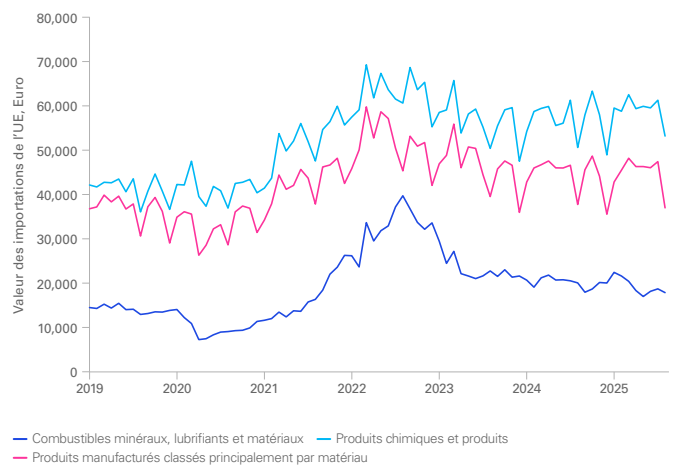
Pour atténuer les coûts énergétiques, liés à la dépendance d'importations de gaz naturel onéreux, une stratégie durable à long terme pourrait reposer sur des investissements accrus dans les énergies renouvelables, telles que l'éolien et le solaire. Entre 2019 et 2024, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité a augmenté de 34 % à 47 %, alors que celle des combustibles fossiles a reculé de 39 % à 29 %.

La transition vers les énergies renouvelables requiert des investissements considérables dans les capacités de stockage, le renforcement des interconnexions et la mise en place de dispositifs de gestion de la demande, afin de pallier l'intermittence propre à l'éolien et au solaire.

Sans surprise, la capacité de stockage par batteries a fortement progressé, avec 4,9 GW supplémentaires en 2024, portant le total estimé à 13 GW. Mais les besoins futurs sont énormes : 200 GW d'ici 2030 et 600 GW d'ici 2050, à mesure que l'Europe se rapproche de ses objectifs de neutralité carbone.

Une sortie complète des combustibles fossiles restera progressive : selon la dernière proposition de l'UE, leur élimination totale n'est pas envisagée avant 2040. D'ici là, des pressions concurrentielles persistantes devraient continuer à freiner la croissance des secteurs industriels européens, en particulier ceux à forte intensité énergétique mentionnés précédemment.

Graphique 20 : Les importations européennes de produits à forte intensité énergétique ont augmenté



Source : Eurostat.

Note : Les biens manufacturés classés principalement par matériau incluent le cuir, le caoutchouc, le liège, le bois, le papier, le textile, les métaux et les minéraux non métalliques, ainsi que les articles composés de fer et d'acier ainsi que d'autres métaux non ferreux.

Les économies européennes se trouvent face à deux trajectoires : investir massivement dans les énergies alternatives pour réduire la dépendance au gaz, tout en mobilisant des politiques industrielles afin de soutenir la production nationale de biens critiques à forte intensité énergétique ; ou réorganiser les chaînes de valeur en délocalisant les activités énergivores vers des régions où l'énergie est plus abondante et moins coûteuse. Une combinaison de ces deux stratégies apparaît comme la voie la plus probable. Toutefois, même avec des investissements considérables dans les infrastructures énergétiques, le ralentissement des industries énergivores devrait perdurer sans l'intervention d'une aide publique significative.

3 Objectif climatique de l'UE pour 2040, scénario 3.

kpmg.com/uk/en/macroeconomics

Les informations contenues ici sont de nature générale et ne visent pas à répondre aux circonstances d'une personne ou d'une entité particulière. Bien que nous nous efforçons de fournir des informations exactes et en temps opportun, rien ne peut garantir que ces informations soient exactes à la date de leur réception ou qu'elles le resteront à l'avenir. Personne ne devrait agir sur de telles informations sans un avis professionnel approprié après un examen approfondi de la situation particulière.

© 2025 KPMG LLP, une société en société à responsabilité limitée britannique et société membre de l'organisation mondiale KPMG de sociétés membres indépendantes affiliées à KPMG International Limited, une société privée anglaise à responsabilité limitée par garantie. Tous droits réservés.

Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les sociétés membres indépendantes de l'organisation mondiale KPMG.

CREATE | CRT164252 | Décembre 2025